

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 4–7 novembre 2013**

## **PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

**Point 7 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2013/7-B/4/Rev.1**

7 novembre 2013  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS BURUNDI 200119**

<b>Coût (dollars É.-U.)</b>			
	<b>Budget actuel</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Budget révisé</b>
Produits alimentaires	20 846 668	32 315 091	53 161 759
Espèces et bons	324 972	971 277	1 296 249
Développement et augmentation des capacités	256 040*	1 249 992	1 506 032
<b>Coût total pour le PAM</b>	<b>43 578 323</b>	<b>61 126 235</b>	<b>104 704 558</b>

\* Pour 2013/2014 uniquement.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

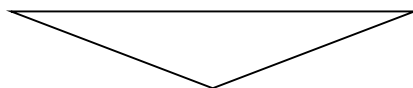
Directrice régionale, OMN\*: Mme V. Guarnieri    courriel: [valerie.guarnieri@wfp.org](mailto:valerie.guarnieri@wfp.org)

Directeur de pays:                    M. B. Djossa                    courriel: [bienvendu.djossa@wfp.org](mailto:bienvendu.djossa@wfp.org)

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire proposée d'un montant de 61,1 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Burundi 200119 (WFP/EB.2/2013/7-B/4/Rev.1), ainsi que la prolongation de ce programme pour une période de deux ans allant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2016.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire prévoit de prolonger de deux ans le programme de pays Burundi 200119 (2011–2014) afin de l'aligner sur: i) le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (2012–2016); ii) la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté (2012–2016), en particulier les piliers 2 et 3<sup>1</sup>; et iii) les Objectifs stratégiques 3 et 4 du Plan stratégique pour 2014–2017<sup>2</sup>.
2. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le programme de pays comportera des éléments innovants comme des aliments nutritifs spéciaux et l'enrichissement des produits alimentaires; le ciblage géographique et celui des bénéficiaires seront améliorés afin de répondre aux principaux besoins des populations depuis la fin du conflit. Ces améliorations permettront au PAM de limiter l'augmentation du nombre de bénéficiaires à 211 357 personnes, à savoir: i) 74 000 élèves des écoles maternelles et primaires; ii) 127 357<sup>3</sup> femmes enceintes et mères allaitantes, enfants de 6 à 23 mois et patients sous traitement antirétroviral, avec leur famille; et iii) 10 000 bénéficiaires d'activités Vivres pour la création d'avoins (VCA)<sup>4</sup>.
3. Ces propositions exigent:
  - 42 810 tonnes de vivres supplémentaires pour un montant de 32,3 millions de dollars et 970 000 dollars pour les transferts d'espèces et de bons;
  - 17,7 millions de dollars pour les frais de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, ainsi que d'autres coûts opérationnels directs;
  - 1,2 million de dollars pour le développement et l'augmentation des capacités; et
  - 8,9 millions pour les coûts d'appui directs et indirects.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROGRAMME ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités en cours

4. Le programme de pays comporte quatre composantes:
  - Composante 1: Soutien aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires dans les zones d'insécurité alimentaire afin de renforcer les taux de scolarisation, d'assiduité et de poursuite des études grâce à des activités d'alimentation scolaire.

<sup>1</sup> Pilier 2 – Transformer l'économie du Burundi à l'appui d'une croissance durable et de la création d'emplois; Pilier 3 – Amélioration de l'accès aux services sociaux de bases et de leur qualité, et renforcement de la protection sociale.

<sup>2</sup> Objectif stratégique 3 – Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels; Objectif stratégique 4 – Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

<sup>3</sup> Ce chiffre correspond à une augmentation nette des bénéficiaires au titre de la composante 2 (voir tableau 1).

<sup>4</sup> L'assistance apportée au titre de l'initiative VCA peut prendre la forme de produits alimentaires, d'espèces ou de bons.

- Composante 2: Assistance nutritionnelle pour les groupes vulnérables, avec: i) une supplémentation alimentaire ciblée pour les femmes enceintes et les mères allaitantes malnutries et les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée; ii) des distributions générales de vivres pour les enfants de 6 à 23 mois afin de prévenir la malnutrition chronique; et iii) un appui nutritionnel pour les patients sous traitement antirétroviral.
- Composante 3: Appui au redressement et au développement des communautés, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux avoirs des populations rurales pauvres grâce à un appui à l'agriculture, à la formation et à l'utilisation efficiente des ressources naturelles.
- Composante 4: Renforcement des capacités des institutions gouvernementales; cette composante a été intégrée dans les composantes 1, 2 et 3.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

5. Le PAM a commandé un examen externe à mi-parcours du programme de pays 200119 qui a eu lieu en avril et mai 2013 moyennant des visites et des consultations sur le terrain à tous les niveaux, une étude de la documentation disponible<sup>5</sup> et une évaluation des plans adoptés face aux problèmes rencontrés. La présente révision budgétaire est fondée sur les conclusions et recommandations issues de cet examen.

### Conclusions

6. L'insécurité alimentaire persiste dans les provinces septentrionales de Kirundo et Ngozi<sup>6</sup>, où 40 pour cent à 60 pour cent de la population présentent un score de consommation alimentaire insuffisant ou limite<sup>7</sup>.
7. En raison de la pression démographique, de l'utilisation non viable des terres, de la dégradation des sols, du déboisement et des maladies des plantes, les populations rurales ont un accès limité à la terre.
8. Des progrès ont été réalisés en matière de scolarisation primaire, mais dans certaines provinces qui présentent des niveaux élevés de retard de croissance, de pauvreté et d'insécurité alimentaire, les taux de scolarisation, de poursuite des études<sup>8</sup> et de redoublement restent très disparates.
9. À 58 pour cent, le taux national de prévalence du retard de croissance est élevé<sup>9</sup>, et dans certaines provinces, il est considérablement supérieur à cette moyenne<sup>10</sup>, en raison principalement de l'insécurité alimentaire, de la médiocrité de l'alimentation et de la difficulté d'accès aux soins. Une évaluation rapide conduite en 2012 a confirmé que les

<sup>5</sup> Enquête démographique et de santé, 2010; analyse et cartographie de la vulnérabilité, 2008; analyse des données secondaires, 2012; rapports des systèmes de suivi de la sécurité sur le terrain; classification intégrée conjointe FAO/PAM de la sécurité alimentaire; *Rapport d'état sur la situation de l'éducation* du Gouvernement; évaluation de l'état nutritionnel et du profil de vulnérabilité des personnes vivant avec le VIH, 2012.

<sup>6</sup> Classification intégrée conjointe FAO/PAM de la sécurité alimentaire, juillet 2012.

<sup>7</sup> Système de suivi de la sécurité sur le terrain, octobre 2012.

<sup>8</sup> Taux net de scolarisation: 95 pour cent, selon les statistiques scolaires de 2011/12.

<sup>9</sup> Enquête démographique et de santé, 2012.

<sup>10</sup> Ngozi: 71 pour cent, Karusi: 67 pour cent, Ruyigi: 66 pour cent, Muramvya: 64 pour cent, Makamba et Muyinga: 62 pour cent et Kirundo: 60 pour cent.

activités du programme de pays ne permettaient pas de lutter efficacement contre le retard de croissance à une telle échelle.

10. Les taux d'anémie s'élèvent à 45 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois, et à 19 pour cent parmi les femmes en âge de procréer.
11. D'après une évaluation de la situation des personnes vivant avec le VIH sur le plan de la nutrition et de la vulnérabilité conduite en 2012, 40,5 pour cent des ménages concernés vivent dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire, et 26 pour cent des personnes séropositives souffrent de malnutrition.
12. L'examen à mi-parcours a montré que les transferts inconditionnels de bons dont bénéficiaient les réfugiés congolais dans les camps au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200164, et les transferts conditionnels destinés à la population d'accueil de Kirundo donnaient des résultats positifs, dont témoigne l'amélioration des scores de consommation alimentaire, et de diversité des régimes, et de l'indice des stratégies de survie. Ces modalités seront reprises dans le programme de pays 200119 pendant la période de prolongation prévue par la présente révision budgétaire.

## Recommandations

13. Afin de prendre en compte les recommandations issues de l'examen à mi-parcours, le PAM:
  - adaptera le programme d'alimentation scolaire à la nouvelle politique éducative du Gouvernement et veillera à ce qu'il contribue à une éducation de qualité et à de meilleurs résultats, notamment dans l'enseignement primaire;
  - élargira le programme d'alimentation scolaire à des zones jusqu'à présent inaccessibles qui offrent des possibilités en matière de production alimentaire;
  - réorientera l'appui à la santé et la nutrition en abandonnant la supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë au profit d'interventions destinées à prévenir le retard de croissance;
  - modifiera l'appui nutritionnel apporté aux personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral en passant de rations individuelles à des rations familiales, conformément au plan national de lutte contre le VIH/sida;
  - encouragera les innovations comme l'alimentation scolaire utilisant la production locale<sup>11</sup>, les transferts d'espèces et de bons, et l'enrichissement des aliments au plan local;
  - continuera de travailler avec le Gouvernement pour renforcer les systèmes d'alerte précoce, la gestion de la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la résilience aux chocs;
  - continuera d'optimiser le pouvoir d'achat à l'appui des communautés les plus exposées aux risques, notamment les femmes; et
  - s'attaquera aux problèmes structurels qu'ont des répercussions sur la sécurité alimentaire, l'éducation, le retard de croissance et la réduction des risques de catastrophe en privilégiant des approches durables prises en charge par les communautés.

<sup>11</sup> Le Gouvernement a fait de l'alimentation scolaire issue de la production locale une priorité nationale.

14. Le Forum national de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition organisé par le Gouvernement en 2011 a préconisé des interventions nutritionnelles comme l'enrichissement des produits alimentaires. Le Burundi a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition et adopté l'approche REACH (visant à éliminer la faim chez les enfants) pour les interventions nutritionnelles.

## FINALITÉ DE LA PROLONGATION DU PROGRAMME ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

15. La présente augmentation budgétaire contribuera aux buts 1, 2 et 3 de l'Objectif stratégique 3 et aux buts 1, 2 et 3 de l'Objectif stratégique 4 du Plan stratégique pour 2014-2017 et les interventions qu'elle prévoit seront conformes au PNUAD 2012–2016 révisé, à la Stratégie de lutte contre la pauvreté du Gouvernement pour 2012–2016 et au Plan national d'investissement dans l'agriculture. La révision budgétaire prend en compte les progrès accomplis pendant les trois premières années du Programme de pays 200119 et aura pour effet d'améliorer le ciblage, la programmation et les outils d'assistance alimentaire.

### Composante 1: Soutien aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires (Objectif stratégique 4)

16. Conformément aux réformes du système éducatif, les activités d'alimentation scolaire se poursuivront dans les provinces les plus exposées à l'insécurité alimentaire de Kirundo, Muyinga et Ngozi. Grâce à la présente révision budgétaire, 74 000 écoliers vulnérables supplémentaires bénéficieront d'une assistance dans trois provinces affectées par le conflit<sup>12</sup>.
17. Les critères de sélection des nouvelles écoles se fonderont sur des normes minimales. Les écoles des communautés marginalisées qui ne correspondent pas aux critères seront mises à niveau grâce à un programme intégré faisant appel à des intervenants multiples. Des repas scolaires à base de céréales et de farine enrichie au niveau local, de légumes secs et de sel iodé seront servis pendant 180 jours. L'enrichissement sur place des aliments en micronutriments pourrait être envisagé à titre expérimental.
18. Le programme d'alimentation scolaire continuera d'exploiter les synergies avec d'autres programmes susceptibles d'avoir des retombées positives pour le développement des jeunes enfants, l'éducation, la santé et la nutrition, la sécurité alimentaire des ménages et l'agriculture.
19. Des partenariats noués avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres parties prenantes permettront d'encourager la mise en main et l'exécution du programme par les communautés.
20. Le PAM vise à renforcer les moyens dont disposent les institutions gouvernementales pour élaborer une politique d'alimentation scolaire ainsi que pour concevoir et mettre en œuvre dans ce domaine un programme d'alimentation utilisant la production locale à l'appui des petits agriculteurs.

<sup>12</sup> Prévalence des retards de croissance: Bujumbura – 59,9 pour cent, Bubanza – 56 pour cent et Cibitoke – 52 pour cent.

## **Composante 2: Assistance nutritionnelle pour les groupes vulnérables (Objectif stratégique 4)**

21. L'assistance nutritionnelle passera des activités de supplémentation alimentaire à la prévention du retard de croissance pendant les 1 000 jours allant de la conception à l'âge de 2 ans. Elle couvrira les provinces présentant un taux de prévalence du retard de croissance supérieur à 60 pour cent.
22. Un programme de prévention du retard de croissance dans la province de Ngozi prendra en charge 27 000<sup>13</sup> enfants de 6 à 23 mois et 23 000 femmes enceintes et mères allaitantes en 2014, puis 90 000 enfants et 78 000 femmes en 2015, et 104 000 enfants et 90 000 femmes en 2016. En accord avec les plans du Gouvernement, les interventions sont susceptibles d'être élargies aux provinces présentant un taux de prévalence du retard de croissance inférieur à 60 pour cent.
23. Pour prévenir le retard de croissance, on distribuera du Plumpy'doz aux enfants de 6 à 23 mois, et du SuperCereal aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Tous les enfants éligibles des zones ciblées recevront du Plumpy'doz; les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront une ration supplémentaire de SuperCereal, d'huile et de sucre à partir du troisième mois de grossesse et pendant six mois après l'accouchement. Les vivres seront distribués aux bénéficiaires dans les centres de soins et au sein des communautés.
24. Le PAM fournira des rations familiales aux femmes enceintes et aux mères allaitantes sous traitement antirétroviral, conformément au plan gouvernemental de lutte contre le VIH/sida<sup>14</sup>. Les ressources étant limitées, le nombre de patients sera réduit de 3 125 à 2 000<sup>15</sup>. Le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le VIH et le sida continuera de prendre en charge les patients ne bénéficiant pas de l'aide du PAM.
25. Le Ministère de la santé publique continuera de coordonner les activités. Le PAM appuiera le recentrage du protocole national sur les politiques nationales en matière de nutrition, et continuera d'aider le Gouvernement à élaborer des cadres d'action nationaux. Il fournira des conseils pratiques et un appui technique au programme gouvernemental de prévention du retard de croissance.

## **Composante 3: Appui au redressement et au développement des communautés (Objectif stratégique 3)**

26. Le PAM étendra ses activités de renforcement de la résilience des communautés et de réduction des risques de catastrophe à 10 000 bénéficiaires supplémentaires. Il s'agira notamment de contribuer à la gestion durable des terres en vue d'une production agricole accrue, et de faire participer les femmes. Une aide alimentaire sera fournie dans le cadre de l'initiative VCA pendant la période de soudure; elle sera remplacée par des bons après la récolte, lorsque les produits alimentaires deviennent disponibles. Le cas échéant, et en gardant à l'esprit les risques liés aux capacités des partenaires, à la sécurité et à l'inflation,

---

<sup>13</sup> Les calculs sont fondés sur une proportion de 6 pour cent pour les enfants de 6 à 23 mois et de 4 pour cent pour les femmes enceintes et les mères allaitantes. Étant donné que le lancement des activités va prendre du temps, et que les capacités des partenaires sont limitées, la première année couvrira 70 pour cent des enfants et 50 pour cent des femmes.

<sup>14</sup> L'état nutritionnel sera le point d'entrée dans le dispositif: seuls les patients souffrant de malnutrition recevront des rations. La distribution d'une ration familiale pour quatre autres membres du ménage permettra de limiter le partage et de renforcer l'observance du traitement.

<sup>15</sup> Selon ONUSIDA, le nombre de personnes vivant avec le VIH s'élève à 96 988, dont 25 119 – soit 25,9 pour cent – souffrent de malnutrition. Le PAM viendra donc en aide à 8 pour cent d'entre elles.



le PAM pourrait recourir à des transferts d'espèces et mettre en œuvre l'Initiative pour la résilience des communautés rurales<sup>16</sup>.

27. Des activités VCA seront mises en œuvre dans le nord et dans l'est du pays pendant une période d'au moins 90 jours afin de garantir l'obtention des résultats prévus. Le PAM travaillera avec les autorités locales et les organisations communautaires chargées de mettre en œuvre les plans de développement élaborés grâce à des approches participatives.
28. Cette composante créera des effets de synergie avec les deux autres en mobilisant la production agricole locale pour l'alimentation scolaire et en favorisant l'enrichissement sur place des aliments. Le PAM tirera le meilleur parti possible de sa complémentarité avec des partenaires comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole, afin d'accroître les achats locaux et de relier les petits agriculteurs aux marchés. Afin de renforcer les connaissances sur la réduction des risques, la prévention et la préparation aux situations d'urgence, le PAM interviendra également par le biais des écoles pratiques d'agriculture mises en place à l'initiative de la FAO.
29. Des partenariats sont en cours d'élaboration avec le Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne pour l'établissement de profils de risques, l'élaboration de systèmes d'information et de cartographie pour la gestion durable des terres, et le renforcement de la résilience. Une approche saisonnière des moyens d'existence sera adoptée, et une étude de référence sera menée début 2014.

---

<sup>16</sup> L'initiative pour la résilience des communautés rurales s'articule en quatre volets – réduction des risques, prise de risques, transfert des risques et provisions pour risques. Il s'agit d'un partenariat entre le PAM et Oxfam America, qui bénéficie de l'appui de l'Agency for International Development (États-Unis), de Swiss Re et de la Fondation Rockefeller.

**TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE**

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Nombre moyen de bénéficiaires par an								
		Nombre actuel			Hausse/baisse			Nombre révisé		
		Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total
<b>Composante 1: Soutien aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires</b>										
Repas scolaires	Enfants d'âge préscolaire et élèves des écoles primaires	99 000	101 000	<b>200 000</b>	36 630	37 370	<b>74 000</b>	135 630	138 370	<b>274 000</b>
<b>Composante 2: Assistance nutritionnelle pour les groupes vulnérables</b>										
Supplémentation alimentaire pour lutter contre la malnutrition aiguë modérée	Supplémentation alimentaire	11 485	5 400	<b>16 885</b>	-11 485	-5 400	<b>-16 885</b>	-	-	-
Santé et nutrition maternelles et infantiles	Femmes enceintes et mères allaitantes	-	-	-	63 700	-	<b>63 700</b>	63 700	-	<b>63 700</b>
Santé et nutrition maternelles et infantiles	Enfants de 6 à 23 mois	6 650	6 113	<b>12 763</b>	36 465	37 202	<b>73 667</b>	43 115	43 315	<b>86 430</b>
Soutien nutritionnel pour les personnes vivant avec le VIH	Patients sous traitement antirétroviral	1 682	1 443	<b>3 125</b>	-605	-520	<b>-1 125</b>	1 077	923	<b>2 000</b>
	Membres du ménage	-	-	-	4 308	3 692	<b>8 000</b>	4 308	3 692	<b>8 000</b>
<b>Total partiel</b>		<b>19 817</b>	<b>12 956</b>	<b>32 773</b>	<b>92 383</b>	<b>34 974</b>	<b>127 357</b>	<b>112 200</b>	<b>47 930</b>	<b>160 130</b>
<b>Composante 3: Appui au redressement et au développement des communautés</b>										
VCA	Bénéficiaires VCA	48 000	52 000	<b>100 000</b>	4 800	5 200	<b>10 000</b>	52 800	57 200	<b>110 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>166 817</b>	<b>165 956</b>	<b>332 773</b>	<b>133 813</b>	<b>77 544</b>	<b>211 357</b>	<b>300 630</b>	<b>243 500</b>	<b>544 130</b>

**TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE QUOTIDIENNE/TRANSFERT PAR ACTIVITÉ APRÈS AJUSTEMENT (g/personne/jour)**

	Repas pour les enfants d'âge préscolaire	Repas pour les élèves des écoles primaires	SNMI <sup>a</sup> Distribution générale de vivres, enfants de 6 à 23 mois	SNMI Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes	Appui nutritionnel pour les personnes vivant avec le VIH <sup>b</sup>	VCA <sup>c</sup>
	Chiffres révisés	Chiffres révisés	Chiffres révisés	Chiffres révisés	Chiffres révisés	Chiffres révisés
Céréales	80	150	–	–	280	250
Légumes secs	30	40	–	–	50	50
SuperCereal	–	–	–	240	120	–
Huile végétale	10	10	–	30	25	5
Sel iodé	3	3	–	–	5	–
Sucre	–	–	–	15	22	–
Plumpy'doz	–	–	46	–	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>123</b>	<b>203</b>	<b>46</b>	<b>285</b>	<b>502</b>	<b>305</b>
Kcal/jour	476	762	247	1 286	1 936	–
% kcal d'origine protéique	12	12	10	13,4	12,7	–
% kcal d'origine lipidique	24,6	18,4	58	31,1	20,4	–
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	360	180	180	90

<sup>a</sup> santé et nutrition maternelles et infantiles

<sup>b</sup> une ration familiale sera fournie pour cinq personnes.

<sup>c</sup> une ration familiale sera fournie pour cinq personnes; le montant des bons VCA est de 0,225 dollar/personne/jour.

## PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS

30. La présente révision budgétaire prévoit une hausse de 42 810 tonnes de la quantité requise de produits alimentaires pour un montant de 32,3 millions de dollars, et 970 000 dollars supplémentaires pour les transferts monétaires et les bons.

<b>TABLEAU 3: VENTILATION DES BESOINS DE VIVRES, D'ESPÈCES ET DE BONS, PAR COMPOSANTE</b>				
<b>Composante</b>		<b>Besoins</b>		
		<b>Chiffres actuels</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Total révisé</b>
Soutien aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires	Vivres ( <i>en tonnes</i> )	28 080	22 633	<b>50 713</b>
Assistance nutritionnelle pour les groupes vulnérables	Vivres ( <i>en tonnes</i> )	5 189	14 852	<b>20 041</b>
Appui au redressement et au développement des communautés	Vivres ( <i>en tonnes</i> )	9 661	5 325	<b>14 986</b>
	Espèces et bons ( <i>en dollars</i> )	324 972	971 277	<b>1 296 249</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>Vivres (<i>en tonnes</i>)</b>	<b>42 930</b>	<b>42 810</b>	<b>85 740</b>
	<b>Espèces et bons (<i>en dollars</i>)</b>	<b>324 972</b>	<b>971 277</b>	<b>1 296 249</b>

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b>			
	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales	22 648	10 290 656	
Légumes secs	5 606	3 073 388	
Huile et matières grasses	2 140	2 062 402	
Aliments composés et mélanges	11 467	16 521 005	
Autres	949	367 640	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>42 810</b>	<b>32 315 091</b>	
Transport extérieur		1 654 984	
Transport terrestre, entreposage et manutention		14 110 136	
Autres coûts opérationnels directs		1 651 698	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>		<b>49 731 909</b>	<b>49 731 909</b>
Espèces et bons		971 277	
Coûts connexes		272 952	
<b>Espèces et bons, et coûts connexes</b>		<b>1 244 229</b>	<b>1 244 229</b>
<b>Développement et augmentation des capacités</b>		<b>1 249 992</b>	<b>1 249 992</b>
Coûts opérationnels directs			52 226 130
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)			4 901 192
<b>Total des coûts directs du programme</b>			<b>57 127 322</b>
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) <sup>3</sup>			3 998 913
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>61 126 235</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé aux fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Le chiffre indicatif est donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du programme.

**ANNEXE I-B**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel du PAM et frais connexes</b>	
Administrateurs	2 480 771
Personnel des services généraux	440 731
<b>Total partiel</b>	<b>2 921 502</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	607 839
<b>Dépenses d'équipement</b>	303 503
<b>Sécurité</b>	107 240
<b>Voyages et transports</b>	736 858
<b>Études préalables, évaluations et suivi<sup>1</sup></b>	224 250
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>4 901 192</b>

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimés lorsque ces activités sont réalisées par des tiers. Lorsque les activités sont réalisées par le personnel du bureau de pays du PAM, les coûts sont inclus dans les rubriques Dépenses de personnel et frais connexes et Voyages et transports.

**ANNEXE I-C**

<b>DISTRIBUTIONS ET TRANSFERTS, PAR COMPOSANTE</b>				
	<b>Composante 1</b>	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Total</b>
Distributions de vivres ( <i>en tonnes</i> )	22 633	14 852	5 325	<b>42 810</b>
Distributions de vivres ( <i>en dollars</i> )	11 193 640	18 633 782	2 487 669	<b>32 315 091</b>
Transferts monétaires et bons ( <i>en dollars</i> )			971 277	<b>971 277</b>
Développement et augmentation des capacités ( <i>en dollars</i> )				<b>1 249 992</b>

ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Effets directs du PNUAD</b></p> <p>Établissements d'enseignement renforcés et améliorés; filets de sécurité sociale en place pour garantir l'accès et l'assiduité des enfants à l'école, en particulier des filles et des enfants les plus vulnérables</p> <p>Les communautés bénéficient d'un accès équitable aux services sociaux de base et développent leur capacité d'autogestion</p>	<p><b>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</b></p> <p>Taux de redoublement Cible: 10% d'ici 2016</p> <p>Taux d'achèvement des études du cycle primaire Taux d'abandon Cible: 3% d'ici 2016</p> <p>Nombre d'écoliers bénéficiant d'une assistance dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire</p> <p>Pourcentage de communautés bénéficiant de services dans les domaines suivants: santé et nutrition maternelles et infantiles, vaccination, prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, conseils et dépistage volontaire</p> <p>Pourcentage de centres de santé et d'écoles dotés de comités de gestion opérationnels</p>	<p>Le contexte politique et les conditions de sécurité sont favorables.</p> <p>La part du budget national attribuée aux services sociaux est accrue.</p>
<b>Résultats et indicateurs transversaux</b>		
<p><b>Parité hommes-femmes</b></p> <p>L'égalité entre les sexes est renforcée et les femmes sont plus autonomes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ nombre de femmes et d'hommes occupant des postes de responsabilité au sein des comités de gestion des projets;</li> <li>➤ nombre et pourcentage de femmes membres des comités de gestion ayant reçu une formation en matière de distribution de vivres</li> </ul>	
<p><b>Protection</b></p> <p>L'assistance du PAM est dispensée et utilisée dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de dignité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ proportion de personnes assistées faisant état de problèmes de sécurité sur les sites où se déroulent les activités du PAM</li> </ul>	
<p><b>Partenariats</b></p> <p>Les interventions d'assistance alimentaire sont coordonnées, et des partenariats sont mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ nombre d'organismes des Nations Unies et d'organisations internationales fournissant des intrants et des services</li> </ul>	

<sup>1</sup> Le cadre logique sera parachevé une fois que le Conseil aura approuvé le Cadre de résultats stratégiques pour 2014–2017.



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Composante 1: Soutien aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires dans les zones d'insécurité alimentaire</b>		
<b>Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim</b>		
<b>But 2: Élargir l'accès à l'éducation, contribuer à l'apprentissage et améliorer la nutrition des garçons et des filles d'âge préscolaire et des élèves des écoles primaires</b>		
<p><b>Effet direct 4.1</b></p> <p>Accès plus équitable à l'éducation dans les maternelles et les écoles primaires bénéficiant d'une aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM</li> <li>Cible: 6% d'augmentation annuelle pour 80% des écoles primaires et des maternelles bénéficiant d'une aide</li> <li>➤ Taux d'assiduité: nombre de jours de présence en classe des filles et des garçons, en pourcentage du nombre total de jours d'école</li> <li>Cible: 90% pour toutes les écoles bénéficiant d'une aide</li> <li>➤ Ratio garçons/filles dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM</li> <li>Cible: 1/1 dans toutes les écoles bénéficiant d'une aide</li> <li>➤ Taux d'abandon des garçons et des filles</li> <li>Cible: 3% dans toutes les écoles bénéficiant d'une aide</li> <li>➤ Taux de passage dans la classe supérieure, par sexe</li> </ul>	<p>Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des ressources complémentaires.</p> <p>Les approches nationales en matière d'éducation restent en vigueur pendant cinq ans.</p> <p>La situation sur le plan de sécurité reste stable.</p>
<p><b>Produit 4.1.1</b></p> <p>Des produits alimentaires et non alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante et en temps voulu aux enfants ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de filles et de garçons recevant des repas scolaires, en pourcentage du nombre prévu</li> <li>Cible: 100%</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage de la quantité prévue, ventilés par type</li> <li>Cible: 100%</li> </ul>	<p>Un financement suffisant est fourni en temps voulu pour assurer le bon fonctionnement de la filière d'approvisionnement.</p> <p>Le nombre d'enseignants qualifiés en exercice est suffisant.</p> <p>La situation sur le plan de la sécurité reste stable.</p> <p>Les parents participent aux programmes d'alimentation scolaire.</p>



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>But 3: Renforcer la capacité des gouvernements et des communautés à concevoir, gérer et développer des programmes d'alimentation scolaire et créer un environnement propice à la promotion de l'égalité entre les sexes</b>		
<b>Effet direct 4</b> Prise en charge accrue des programmes et capacités renforcées pour améliorer l'accès à l'éducation au niveau provincial, national et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice de capacité nationale</li> </ul> Cible: à déterminer	Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des ressources complémentaires. Les approches nationales en matière d'éducation restent en vigueur pendant cinq ans. La situation sur le plan de sécurité reste stable.
<b>Produit 4.2.1</b> Une politique nationale d'alimentation scolaire et/ou des cadres réglementaires sont mis en place avec l'appui du PAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'outils et de documents élaborés avec l'appui du PAM – par exemple feuille de route, plan d'action, politique d'alimentation scolaire</li> </ul> Cible: 3 <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'écoles primaires bénéficiant d'une aide du PAM dans lesquelles le programme d'alimentation scolaire utilise la production locale, en pourcentage des écoles bénéficiant d'une aide</li> </ul> Cible: 20%	Un financement suffisant est fourni en temps voulu pour assurer le bon fonctionnement de la filière d'approvisionnement. Les personnes ciblées pour les ateliers, les réunions techniques et la formation sont disponibles et motivées. Le taux de renouvellement du personnel du Ministère de l'éducation est relativement réduit.
<b>Produit 4.2.2</b> Des conseils sur les politiques et un appui technique sont fournis en vue d'améliorer la gestion du programme d'alimentation scolaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de fonctionnaires gouvernementaux et de membres des communautés formés par le PAM en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi des programmes et de notification des résultats dans le domaine de l'alimentation scolaire</li> </ul> Cible: 100 (Gouvernement), 1000 (communautés) <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'activités d'assistance techniques fournies, par type</li> </ul> Cible: 3	Le Gouvernement prévoit les crédits budgétaires nécessaires.

ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Composante 2: Assistance nutritionnelle pour les groupes vulnérables</b>		
<b>Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim</b>		
<b>But 1: Prévenir le retard de croissance et remédier aux carences en micronutriments, notamment chez les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ainsi que les personnes infectées par le VIH en leur donnant accès à une assistance alimentaire et nutritionnelle appropriée</b>		
<b>Effet direct 4.1</b> La dénutrition, y compris les carences en micronutriments, est réduite et/ou stabilisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proportion de la population ciblée participant à un nombre adéquat de distributions, par sexe Cible: &gt; 80%</li> <li>➤ Proportion d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitantes ayant une consommation alimentaire minimale acceptable Cible: &gt; 70%</li> </ul>	Des intrants non alimentaires sont fournis par d'autres acteurs de l'aide au développement.  Des services de santé et de bonnes conditions d'hygiène sont assurés et d'autres besoins fondamentaux sont satisfaits.  Les politiques nationales en matière de santé et de nutrition restent en vigueur pendant cinq ans.
<b>Effet direct 4.2</b> Le succès des antirétroviraux sur les patients est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage d'adultes et d'enfants atteints par le VIH qui poursuivent leur traitement antirétroviral 6 et 12 mois après son commencement Cible: 80%</li> </ul>	D'autres acteurs de l'aide au développement fournissent une assistance complémentaire.  Les centres de soins fournissent des services de santé et de soins adéquats.
<b>Produits 4.1 et 2.1</b> Des vivres, des produits nutritionnels et/ou des articles non alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante aux femmes, aux filles et aux garçons ciblés au titre des programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles et des programmes d'aide aux personnes atteintes par le VIH/sida	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires recevant une assistance, en pourcentage du nombre prévu, par activité, produits alimentaires et articles non alimentaires et par femmes, hommes, filles et garçons Cible: 100%</li> <li>➤ Quantité de vivres distribués, en pourcentage de la quantité prévue, par type Cible: 100%</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis distribués, par type, en pourcentage de la distribution totale effective Cible: 70%</li> </ul>	Les contributions arrivent en temps voulu et les produits alimentaires sont disponibles.



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE<sup>1</sup>

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Produit 4.1.2</b></p> <p>Diffusion d'informations et de conseils efficaces sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proportion de femmes/hommes informés au sujet du programme de nutrition appuyé par le PAM, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100%</li> <li>➤ Nombre de femmes/hommes bénéficiant de conseils en matière de nutrition avec l'aide du PAM, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100%</li> <li>➤ Proportion d'hommes et de femmes ciblés ayant reçu trois messages diffusés par les services de conseil appuyés par le PAM, en pourcentage du nombre prévu Target: 100%</li> </ul>	<p>Les hommes et les femmes sont disposés à participer à des séances d'information et de sensibilisation en matière de nutrition.</p>
<p><b>But 3: Renforcer la capacité des gouvernements et des communautés à concevoir, gérer et amplifier des programmes nutritionnels et créer un environnement propice à la promotion de l'égalité entre les sexes</b></p>		
<p><b>Effet direct 4.3</b></p> <p>Prises en charge accrue des programmes et capacités renforcées pour lutter contre la dénutrition aux niveaux national et communautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice de capacité nationale en matière de nutrition Cible: à déterminer</li> </ul>	<p>Le Gouvernement et les partenaires fournissent des ressources complémentaires.</p> <p>L'approche nationale en matière de nutrition reste en vigueur pendant cinq ans.</p>
<p><b>Produit 4.3.1</b></p> <p>La capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les produits nutritionnels spéciaux, est renforcée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'activités d'assistance technique, par type Cible: 1</li> <li>➤ Nombre de fabricants régionaux et nationaux qui produisent des aliments enrichis, des compléments alimentaires et des produits nutritionnels spéciaux, en pourcentage du nombre prévu Cible: 90%</li> <li>➤ Quantité distribuée d'aliments enrichis produits localement distribués, en pourcentage de la quantité prévue Cible: 100%</li> </ul>	<p>L'opinion est sensibilisée à l'importance de l'enrichissement des aliments pour le développement des filières et la lutte contre la malnutrition.</p>

ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Produit 4.3.2</b></p> <p>Des conseils sur les politiques et un appui technique sont fournis pour renforcer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'assistance alimentaire, et des systèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'évaluations et d'opérations de collecte de données réalisées au niveau national qui prennent en compte la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à l'appui du PAM</li> </ul> <p>Cible: 2</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'activités d'appui technique concernant le suivi de la sécurité alimentaire et l'assistance alimentaire, par type</li> </ul> <p>Cible: 2 par an</p>	<p>Les fonctionnaires gouvernementaux sont en mesure et désireux de participer à des formations et d'avoir des échanges avec le PAM.</p> <p>Le nombre de fonctionnaires qualifiés disponibles est suffisant.</p>
<p><b>Produit 4.3.3</b></p> <p>Des politiques nationales et/ou des cadres réglementaires en matière de nutrition sont mis en place avec l'appui du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'outils et de documents élaborés avec l'appui du PAM – par exemple feuille de route, plan d'action, document d'orientation</li> </ul> <p>Cible: 5</p>	
<p><b>Produit 4.3.4</b></p> <p>Des conseils sur les politiques et un appui technique sont fournis pour renforcer la gestion des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de fonctionnaires gouvernementaux formés par le PAM dans les domaines de la conception et de la mise en œuvre de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition</li> </ul> <p>Cible: 70 par an</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'activités d'assistance technique, par type</li> </ul> <p>Cible: 2 par an</p>	
<p><b>Effet direct du PNUAD</b></p> <p>Le secteur agropastoral est modernisé et axé sur les marchés, adapté au changement climatique et répond aux besoins en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle</p>	<p><b>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</b></p> <p>Déficit vivrier en pourcentage des besoins alimentaires</p> <p>Cible: &lt; 20% d'ici 2016</p> <p>Proportion de ménages ayant un score de consommation alimentaire suffisant</p> <p>Cible: 80% d'ici 2016</p>	<p>Le contexte politique et les conditions de sécurité sont favorables.</p> <p>Les crédits budgétaires alloués à l'agriculture et à d'autres secteurs augmentent.</p>



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Composante 3: Appui au redressement et au développement des communautés</b>		
<b>Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels</b>		
<b>But 1: Aider les personnes, les communautés et les pays à renforcer la résilience aux chocs, à réduire les risques de catastrophe et à s'adapter au changement climatique en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle</b>		
<b>Effet direct 3.1</b> L'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance a renforcé la résilience et réduit les risques de catastrophe et de chocs auxquels sont exposés les communautés et les ménages exposés à l'insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score relatif aux avoirs communautaires Cible: augmentation des avoirs communautaires propres à renforcer la résilience dans 80% des communautés ciblées</li> <li>➤ Indice de consommation alimentaire des ménages Cible: &gt; 35 pour 80% des ménages ciblés d'ici 2016</li> <li>➤ Indice des stratégies de survie Cible: score stabilisé ou réduit pour 100% des ménages ciblés</li> </ul>	La situation en matière de sécurité reste stable. Les communautés ciblées et les administrations locales sont mobilisées. D'autres acteurs de l'aide au développement fournissent des intrants non alimentaires complémentaires et des services techniques spécialisés.
<b>Produit 3.1.1</b> Des vivres, des produits nutritionnels et des articles non alimentaires de qualité, ainsi que des espèces et des bons sont distribués en quantité suffisante et en temps voulu aux ménages ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires recevant une assistance, en pourcentage du nombre prévu, par activité, modalité d'assistance (produits alimentaires, articles non alimentaires, transferts monétaires et bons), et par âge et par sexe Cible: 100%</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage de la quantité prévue, par type Cible: 100%</li> <li>➤ Montant des espèces distribuées aux bénéficiaires, par âge et par sexe</li> </ul>	Le financement disponible est suffisant pour assurer le bon fonctionnement de la filière d'approvisionnement et la fluidité de la trésorerie.
<b>Produit 3.1.2</b> Des avoirs propres à réduire les risques de catastrophe et de chocs sont créés, renforcés ou remis en état	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'avoirs permettant de réduire les risques et d'atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état, par catégorie, type et unité de mesure, en pourcentage du nombre prévu Cible 100%</li> <li>➤ Nombre de personnes formées, par sexe et par type de formation, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100%</li> </ul>	Des partenaires coopérants et des compétences spécialisées sont disponibles pour appuyer la mise en œuvre.



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE <sup>1</sup>		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>But 2: Optimiser le pouvoir d'achat pour relier les petits agriculteurs aux marchés, réduire les pertes après récolte, appuyer l'autonomisation économique des femmes et des hommes et transformer l'assistance alimentaire en investissement productif dans les communautés locales</b>		
<p><b>Effet direct 3.2</b></p> <p>Amélioration des débouchés commerciaux pour les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Produits alimentaires achetés à des fournisseurs nationaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM Cible: 15%</li> <li>➤ Aliments enrichis achetés auprès de fournisseurs nationaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM Cible: 15%</li> <li>➤ Produits alimentaires achetés à des associations de petits producteurs, en pourcentage des achats locaux Cible: 40%</li> </ul>	<p>Des partenaires coopérants et des compétences spécialisées sont disponibles pour appuyer la mise en œuvre.</p>
<p><b>Produit 3.2.1</b></p> <p>Augmentation des achats de produits alimentaires effectués par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et auprès des petits producteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité (en tonnes) de produits alimentaires achetés sur les marchés locaux et régionaux Cible: 20 000 tonnes</li> <li>➤ Quantité (en tonnes) de produits alimentaires achetés localement à des associations de petits producteurs Cible: 6 000 tonnes</li> <li>➤ Nombre de petits producteurs ayant reçu une formation sur la commercialisation des produits et les opérations après récolte Cible: 500</li> </ul>	



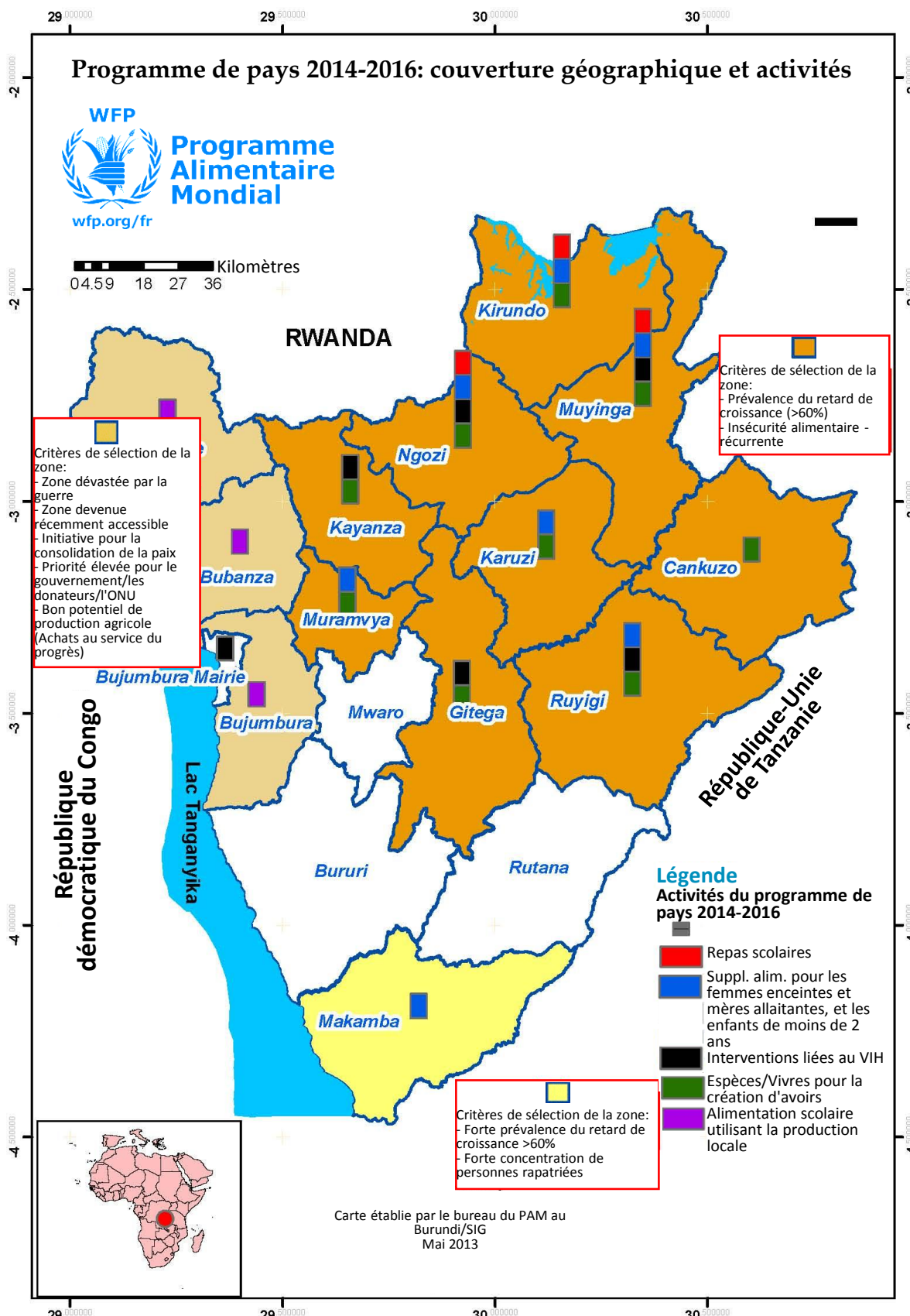
ANNEXE II – CADRE LOGIQUE<sup>1</sup>

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>But 3: Renforcer la capacité des gouvernements et des communautés à mettre en place, gérer et développer des institutions vouées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, des infrastructures et des filets de sécurité durables, efficaces, et équitables, y compris des systèmes liés aux filières d'approvisionnement agricole locales</b>		
<b>Effet direct 3.3</b> Renforcement de la capacité de réduction des risques au niveau des personnes, des communautés et des pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice de capacité nationale Cible: à déterminer</li> <li>➤ Pourcentage de communautés ciblées bénéficiant d'une aide du PAM faisant état d'un renforcement de leur capacité à faire face aux chocs et aux risques climatiques Cible: 80%</li> <li>➤ Pourcentage de communautés ciblées bénéficiant d'une aide du PAM qui disposent de plans comprenant des mesures de préparation et de prévention Cible: 50%</li> </ul>	
<b>Produit 3.3.1</b> La gestion par le gouvernement et les communautés des risques de catastrophe dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition bénéficie d'un appui	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'activités d'assistance technique, par type Cible: 2</li> <li>➤ Nombre de personnes formées, par sexe et par type de formation Cible: 100</li> </ul>	





ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
partenariat REACH	visant à éliminer la faim chez les enfants
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoins